

France/Présidentielle 2017

Sarkozy annonce sa candidature à la primaire de la droite

AFP  
Paris/France

Face à l'ancien président, douze autres personnalités pour autant qu'elles réunissent tous les parrainages exigés pour ce scrutin interne. Lequel se déroulera les 20 et 27 novembre.

L'ANCIEN président français Nicolas Sarkozy a annoncé hier sa candidature à la primaire de la droite pour l'élection présidentielle de 2017 dans un tweet citant un extrait de son livre à paraître demain. "J'ai décidé d'être candidat à la présidentielle de 2017. La France exige qu'on lui donne tout", écrit l'ancien



Photo : AFP

Nicolas Sarkozy de nouveau dans la course à la présidence. L'ex-président affrontera en novembre, lors d'une primaire interne à la droite et au centre, douze autres personnalités.

chef de l'Etat (2007-2012), dans cet ouvrage intitulé "Tout pour la France". "Ce livre est le point de départ", commente M. Sarkozy sur le réseau social Twitter, où figure le texte de sa déclaration. A 61 ans, Nicolas Sarkozy, dont le discours autant que

le style divisent profondément les Français, pourrait à nouveau affronter le socialiste François Hollande, qui lui avait ravi la présidence en 2012. Ce dernier n'est toutefois pas encore officiellement candidat. Avant ce possible match retour, Nicolas Sarkozy devra toutefois s'imposer au sein de son propre parti Les Républicains. Douze autres personnalités souhaitent participer à cette première primaire de la droite, qui se tiendra les 20 et 27 novembre. Parmi elles, l'ancien Premier ministre et maire de Bordeaux (sud-ouest) Alain Juppé est donné favori, dans les sondages, devant Nicolas Sarkozy. Marié à l'ancien manne-

quin Carla Bruni, avec laquelle il a eu une fille lors de son précédent mandat, Nicolas Sarkozy s'était retiré de la vie politique après son échec électoral, parcourant le monde pour des conférences bien rémunérées. Il n'avait toutefois pas tardé à revenir en politique, reprenant les rênes du principal parti d'opposition de droite, rebaptisé Les Républicains à l'occasion. Depuis, il ne faisait pas mystère de ses envies de revanche. Outre la rivalité d'Alain Juppé, l'ancien président devra affronter des obstacles judiciaires. Mis en cause dans plusieurs affaires liées au financement de sa campagne de 2012, il reste menacé de procès.

Libye/Crise

Le Parlement refuse la confiance au gouvernement d'union

AFP  
Benghazi/Libye

LE Parlement libyen a refusé hier d'accorder sa confiance au gouvernement d'union nationale (GNA), un coup dur pour les autorités de Tripoli dans le processus visant à sortir le pays du chaos. Le GNA et la communauté internationale attendaient depuis des mois le feu vert du Parlement pour que le gouvernement d'union dispose enfin d'une légitimité susceptible de l'aider à asseoir son autorité sur l'ensemble du pays. "La majorité des députés présents à la séance du Parlement aujourd'hui ont refusé d'accorder leur confiance au gouvernement", a déclaré à l'AFP Adam Boussakhra, porte-



Photo : AFP

Le vote négatif du Parlement est un coup dur pour le chef du gouvernement d'union nationale Fayez al-Sarraj.

parole du Parlement. Sur les 101 membres du Parlement présents (sur un total de 198), 61 députés ainsi que le président de cette instance Aguila Saleh, ont voté contre la motion de confiance, un seul en faveur et 39 se sont abstenus, selon un commu-

Issu d'un accord interlibyen parrainé par l'Onu et signé en décembre 2015 au Maroc, le GNA gère les affaires courantes mais peine à asseoir son autorité à l'échelle de tout le pays, notamment en raison de l'opposition de cette autorité politique rivale. Selon l'accord, ce gouvernement devait obtenir, pour entrer en fonction, un vote de confiance de la part du Parlement. Ce dernier avait rejeté le 25 janvier une première motion de confiance du gouvernement d'union. Depuis des mois, les puissances étrangères mettent la pression pour que les deux camps se rapprochent afin notamment de mieux lutter contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), actif dans ce pays proche des côtes européennes.

"Reste à savoir si M. Sarraj et les députés qui le soutiennent vont reconnaître la légitimité de ce vote", a indiqué à l'AFP Mattia Toaldo, expert au groupe de réflexion European Council on Foreign Relations. "Il est possible que ce vote (...) finisse par faire tomber le Conseil présidentiel", un organe composé du Premier ministre Fayez al-Sarraj et des vice-Premiers ministres, a-t-il estimé. « Cela pourrait donner lieu à une nouvelle crise institutionnelle en minant la légitimité du GNA et ramenant le processus (politique) à la case "départ" », a-t-il ajouté. La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, minée par l'insécurité et une crise financière.

Soudan du Sud/A l'issue d'une rencontre avec ses homologues de cinq pays d'Afrique de l'Est

Kerry appelle au déploiement de la "force de protection" onusienne à Juba

AFP  
Nairobi/Kenya

Les autorités sud-soudanaises se sont toutefois montrées réticentes à l'envoi de ces nouveaux Casques bleus.

LE secrétaire d'Etat américain John Kerry a insisté hier à Nairobi sur la nécessité de déployer une "force de protection" onusienne, composée de troupes africaines, dans la capitale du Soudan du Sud, théâtre de violents combats en juillet. "Il ne fait absolument aucun doute que nous devons aller de l'avant avec le déploiement de la force régionale de protection", a déclaré M. Kerry à la presse, à l'issue



Photo : AFP

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry : "Nous devons aller de l'avant avec le déploiement de la force régionale de protection."

d'une rencontre avec cinq ministres des Affaires étrangères d'Afrique de l'Est. Interrogée sur ce point, la ministre kényane des Affaires étrangères, Amina Mohamed, a déclaré que "le plus tôt serait le mieux" pour le déploiement de cette force qui doit comprendre 4

000 hommes et dont la création a été votée le 12 août par le Conseil de sécurité des Nations unies. La ministre kényane a évoqué "un déploiement graduel" de la force sans pour autant donner de date. "Je veux insister sur ce point : il ne s'agit pas d'une force d'intervention mais d'une force de protection avec un mandat très clair pour lui permettre de protéger la population (...) Cela vient en complément de la souveraineté et des efforts du Soudan du Sud lui-même", a pour sa part martelé M. Kerry. Le président sud-soudanais Salva Kiir et son nouveau vice-président Taban Deng ont fait part de leur refus total puis, plus récemment, de leurs réticences devant le déploiement annoncé de ces nouveaux Casques bleus qui, disent-ils, sape la souveraineté du Soudan du Sud. Des combats à l'arme lourde début juillet à Juba ont opposé les troupes du président Kiir à celles loyales à l'ex-chef rebelle Riek Machar, faisant plusieurs centaines de morts.

Ces combats ont mis en péril un fragile accord de paix signé en août 2015 pour tenter de mettre un terme à une guerre civile dévastatrice débutée fin 2013, moins de deux ans après l'accession à l'indépendance du pays. Dans la foulée des combats de juillet, Riek Machar avait fui Juba et a été évincé de son poste de vice-président, remplacé par Taban Deng. M. Machar a depuis trouvé refuge en République démocratique du Congo voisine et se dit prêt à rentrer à Juba lorsque la nouvelle force de protection onusienne, qui viendra en appui de la Mission de l'Onu au Soudan du Sud (Minuss - 13 500 hommes), sera déployée dans la capitale.

L'Afrique en bref

• Madagascar/Violence. Deux Français tués dans le nord-est

Deux jeunes Français travaillant comme bénévoles pour une association à Madagascar ont été tués et leurs corps ont été retrouvés dimanche sur une plage de l'île touristique de Sainte-Marie (nord-est), ont annoncé les autorités malgaches et françaises.

• Mali/Conflit. Le repentir d'un jihadistes à la barre de la CPI



Photo : AFP

Un jihadiste malien, Ahmad Al Faqi Al Mahdi, a demandé pardon hier à son peuple en plaidant coupable, à l'ouverture de son procès historique à la CPI, de la destruction en 2012 de mausolées classés au Patrimoine mondial de l'humanité à Tombouctou, appelant les musulmans à ne pas imiter ces actes "diaboliques".

• Nigeria/Islamistes. Dix personnes tuées près de Chibok

Le groupe jihadiste nigérian Boko Haram a tué dix personnes et kidnappé 13 autres samedi dans un village proche de Chibok, localité où plus de 200 lycéennes avaient été enlevées en 2014 par ces jihadistes, ont rapporté dimanche des villageois.

A travers le monde

• Etats-Unis/Politique. Trump réclame la fermeture de la Fondation Clinton

Donald Trump a enjoint hier Bill et Hillary Clinton à fermer la grande fondation caritative qui a levé quelque 2 milliards de dollars depuis sa création, tâchant de dépeindre sa rivale de l'élection présidentielle comme une femme vénale et corrompue.

• Turquie/Diplomatie. Des Américains à Ankara pour enquêter sur Gulen

Une délégation officielle américaine s'entretiendra ce mardi et demain avec les autorités turques dans le cadre de l'enquête sur l'ex-imam Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'être derrière le putsch manqué du 15 juillet, a-t-on appris hier de source diplomatique turque.

• Singapour/Politique. Mort de l'ex-président S. R. Nathan

L'ex-président singapourien, S. R. Nathan, resté le plus longtemps (de 1999 à 2011) à la tête de son pays, est décédé hier à l'âge de 92 ans, a annoncé le gouvernement.